

Les raisons de la crise sociopolitique au Burkina Faso

Depuis février 2011, le Burkina Faso a été secoué par une crise sociopolitique marquée par une montée de la violence civile (commerçants, élèves, étudiants) et militaire sans précédent dans les grands centres urbains du pays. Consécutives à la mort suspecte de Justin Zongo, lycéen de Koudougou, ces manifestations d'une violence extrême, ont porté atteinte à des vies humaines (plusieurs morts et de nombreux blessés) et ont détruit des biens publics et privés, compromettant le développement et la paix sociale déjà fragilisée. L'émergence promise par le régime Compaoré est mise à rude épreuve et le système de gouvernance est décrié.

Les raisons de la violence

Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier les causes de ces troubles. Le pouvoir accuse l'opposition politique de vouloir accéder à la haute marche par la violence, en instrumentalisant les élèves et étudiants à la révolte relayée par les casernes. On a même

accusé une main invisible externe de vouloir importer le printemps arabe au Burkina. Les uns et les autres s'accusent mutuellement et on assiste à un jeu de ping-pong sans véritable recherche de voies de sortie de crise.

Depuis 1998, le peuple aspire à un changement qualitatif. Il a commencé à le manifester réellement après le 13 décembre 1998, jour de la disparition du journaliste Norbert Zongo. Des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues pour crier leur ras-le-bol et demander que justice soit faite pour cet éminent journaliste d'investigation et les autres victimes.

À l'époque, pour sortir de cette crise, un collège de sages avait été constitué pour trouver des solutions idoines. Leurs réflexions portaient pratiquement sur tous les domaines de la vie publique : politique, économique, social, culturel et moral. La fracture sociale s'aggrave de jour en jour, une minorité se partage les richesses du pays et la majorité, notamment les ruraux et les « bidonvillois », croupissent dans

la misère. Le dossier Norbert Zongo a été classé sans suite.

À vrai dire, la mort de Justin Zongo a été la goutte qui a fait déborder le vase. Elle a été un déclic, un signal fort d'un malaise profond du peuple burkinabè.

Piste de sortie de crise

Pour un retour d'une paix durable au Burkina Faso, il est urgent de travailler à une véritable réconciliation entre l'État et les citoyens. Celle-ci suppose de créer les conditions favorables pour l'exercice de l'État de droit et de la justice. Le rapport du collège des sages adopté le 30 juillet 1999 a donné toutes les pistes possibles pour garantir cette paix au Burkina tout en étant convaincu que le peuple burkinabè saura puiser dans ses propres valeurs les ressources nécessaires pour tourner cette page douloureuse de son histoire.

Romuald Compaoré et Christian Legay
(coopérants Autre Terre asbl
en Afrique de l'Ouest)